

**Digitalisation et comptabilisation de la monnaie électronique
dans l'espace OHADA : le paradoxe entre innovation
technologique et rigidité normative du SYSCOHADA révisé**

**Digitalization and Accounting Treatment of Electronic Money in
the OHADA Region: The Paradox Between Technological
Innovation and Normative Rigidity of the Revised
SYSCOHADA**

YAKENYA KALITANGI VITHAL Alfredo

Enseignant-Chercheur

Faculté des Sciences économiques et de Gestion

Université de Kolwezi, République Démocratique du Congo

Laboratoire : La Paillote des Économistes-Comptables

Date de soumission : 22/02//2026

Date d'acceptation : 30/04/2026

Pour citer cet article :

YAKENYA K.V.A. (2026) «Digitalisation et comptabilisation de la monnaie électronique dans l'espace OHADA : le paradoxe entre innovation technologique et rigidité normative du SYSCOHADA révisé», Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 9 : Numéro 2 » pp : 671 - 691

Résumé

La présente étude s'interroge sur la manière dont les entreprises de l'espace OHADA traitent comptablement les instruments de monnaie électronique, à travers une lecture critique du compte 55 du SYSCOHADA révisé. Dans un environnement marqué par une digitalisation croissante, la monnaie électronique s'affirme comme un puissant vecteur de modernisation des pratiques comptables. Toutefois, notre problématique s'articule autour d'un paradoxe fondamental : celui qui oppose la vitesse de l'innovation technologique à la lenteur d'adaptation du cadre normatif en vigueur. Pour répondre à cette question, une approche mixte a été retenue, combinant une enquête quantitative auprès de 150 entreprises en République Démocratique du Congo et des entretiens semi-directifs avec des professionnels du chiffre. Les résultats indiquent que l'adoption de la monnaie électronique améliore de façon significative la qualité de l'information financière ($\beta = 0,45$; $p < 0,001$), tandis que les insuffisances perçues du SYSCOHADA exercent un effet inhibiteur ($\beta = -0,21$; $p < 0,05$). Une convergence progressive vers les normes IFRS, notamment IFRS 9 et IAS 7, renforce la comparabilité des états financiers. Cependant, ces résultats doivent être lus avec discernement : les biais perceptuels liés aux échelles de Likert et l'absence de variables de contrôle invitent à la prudence interprétative. L'étude plaide in fine pour une révision du SYSCOHADA intégrant les avancées de la comptabilité digitale et de la blockchain, ainsi que pour une convergence IFRS adaptée aux réalités des PME africaines.

Mots clés : Monnaie électronique ; SYSCOHADA révisé ; IFRS ; Comptabilité digitale ; Gouvernance financière ; OHADA.

Abstract

This study examines how companies operating under the OHADA framework account for electronic money instruments, through a critical analysis of account 55 under the revised SYSCOHADA. In an era of accelerating digitalization, e-money has emerged as a powerful driver of accounting modernization. Yet our central research question revolves around a fundamental paradox: the tension between the rapid pace of technological innovation and the slow adaptability of the existing normative framework. A mixed-methods design was adopted, combining a quantitative survey of 150 firms in the Democratic Republic of Congo with semi-structured interviews. Findings reveal that e-money adoption significantly improves financial reporting quality ($\beta = 0.45$; $p < 0.001$), while perceived SYSCOHADA shortcomings exert a constraining effect ($\beta = -0.21$; $p < 0.05$). A gradual convergence toward IFRS standard particularly IFRS9 and IAS7 enhances comparability. However, these results warrant critical scrutiny: perceptual biases inherent in Likert-scale instruments and the absence of control variables call for interpretive caution. The study ultimately advocates for a revision of the SYSCOHADA framework that integrates digital accounting and blockchain developments, alongside an IFRS convergence strategy tailored to the realities of African SMEs.

Keywords : Electronic Money ; SYSCOHADA ; IFRS ; Digital Accounting ; Financial Governance ; OHADA.

Introduction

Nous traversons une époque de transformations profondes, où la révolution numérique reconfigure les fondements mêmes de l'économie mondiale. En Afrique subsaharienne, cette mutation se manifeste avec une acuité particulière à travers l'essor fulgurant de la monnaie électronique et du mobile money. Ces instruments ne sont plus de simples curiosités technologiques : ils constituent désormais des piliers de l'inclusion financière, facilitant l'accès aux services bancaires pour des millions de personnes longtemps exclues du système formel (World Bank, 2022). En 2021, plus d'un tiers des adultes de la région soit environ 33 % utilisaient des services d'argent mobile, contre à peine 12 % en 2014 (Demirgüç-Kunt et al., 2022). À l'échelle du continent, le volume total des transactions a franchi le seuil symbolique des 1 000 milliards de dollars en 2023 (GSMA, 2024).

Face à cette réalité, les entreprises n'ont d'autre choix que de repenser leurs pratiques financières. La gestion classique par petite caisse souvent lourde, chronophage et exposée aux risques de fraude cède progressivement la place à des instruments numériques plus agiles. Mais cette transition soulève une question fondamentale sur le plan comptable : le cadre normatif en vigueur est-il réellement à la hauteur de ces nouveaux défis ? L'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) a certes introduit le compte 55 dans le SYSCOHADA révisé pour encadrer ces flux numériques, mais l'application concrète de ce dispositif reste semée d'embûches. Les professionnels se heurtent régulièrement à des ambiguïtés dans le traitement, l'évaluation et la présentation de ces opérations dans les états financiers. C'est précisément ce paradoxe entre une technologie qui avance à grande vitesse et une norme qui peine à suivre qui constitue le fil conducteur de cette recherche.

1. Problématique et justification de la recherche

1.1. Problématique : un paradoxe entre innovation et rigidité normative

La comptabilisation des instruments de monnaie électronique dans l'espace OHADA met en lumière une tension profonde et structurelle. D'un côté, ces outils numériques exigent de la flexibilité, de la réactivité et une transparence accrue. De l'autre, le compte 55 du SYSCOHADA révisé peine à offrir une qualification comptable précise et sans ambiguïté s'agit-il de trésorerie, d'un actif financier ou d'une créance ? créant ainsi des zones d'incertitude pour des sous-comptes tels que les cartes carburant (551), le mobile money (552) ou les porte-monnaies électroniques (554). Ce décalage entre la réalité économique et le cadre normatif soulève une question centrale : dans quelle mesure le dispositif comptable actuel est-il en mesure de garantir une information financière fiable et transparente à l'ère de la dématérialisation des flux, et comment une harmonisation progressive avec les normes IFRS pourrait-elle résoudre ce paradoxe entre innovation technologique et rigidité normative ?

1.2. Hypothèses de recherche

À partir de cette problématique, quatre hypothèses structurent notre démarche empirique :

Tableau 1 : Hypothèses de recherche

N°	Hypothèse	Relation testée
H1	L'utilisation de la monnaie électronique améliore significativement la qualité de l'information financière en réduisant l'asymétrie d'information.	ME → QIF
H2	La digitalisation des processus comptables agit comme un catalyseur renforçant l'impact positif de la monnaie électronique sur la QIF.	DIG → QIF
H3	Les rigidités et ambiguïtés du SYSCOHADA révisé limitent l'efficacité de la comptabilisation de la monnaie électronique.	SYS → QIF
H4	La convergence vers les normes IFRS améliore la transparence et la fiabilité du reporting financier.	IFRS → QIF

Source : Auteur, 2025

1.3. Objectifs de l'étude

L'objectif général de cette recherche est d'analyser la comptabilisation des instruments de monnaie électronique dans l'espace OHADA, en se fondant sur une lecture critique du compte 55 du SYSCOHADA révisé, et de proposer des perspectives d'harmonisation avec les normes IFRS. Plus spécifiquement, l'étude vise à : (i) évaluer l'adéquation du compte 55 pour la comptabilisation des instruments de monnaie électronique ; (ii) identifier les convergences et divergences entre SYSCOHADA et IFRS ; (iii) analyser les défis et opportunités liés à l'harmonisation des pratiques comptables ; et (iv) formuler des recommandations concrètes et nuancées pour améliorer la comptabilisation et favoriser une convergence raisonnée avec les IFRS.

2. Revue de littérature et cadre théorique intégré

L'émergence des instruments de monnaie électronique constitue un tournant majeur dans le paysage financier mondial. La digitalisation des systèmes de paiement et l'essor des technologies financières (fintech) ont profondément transformé la manière dont les entreprises gèrent leurs transactions et leurs opérations comptables. Plutôt que de juxtaposer des théories de manière isolée, nous proposons ici un cadre conceptuel intégré qui articule plusieurs approches complémentaires autour du paradoxe central de notre problématique.

2.1. Théorie de l'agence et réduction de l'asymétrie d'information

La théorie de l'agence, développée par Jensen et Meckling (1976), offre un prisme analytique précieux pour comprendre les relations entre dirigeants et actionnaires dans le contexte de la monnaie électronique. Ces instruments, par leur traçabilité inhérente, constituent un mécanisme naturel de réduction de l'asymétrie d'information. Des travaux récents sur la comptabilité digitale et la blockchain confirment ce potentiel : Zhang et al. (2022) démontrent que l'intégration de registres décentralisés dans les systèmes comptables améliore significativement la transparence et réduit les comportements opportunistes. Dans la même veine, Dupont et Martin (2021, Revue CCA) montrent comment les fintechs transforment les pratiques comptables traditionnelles en rendant les flux financiers plus lisibles et auditable en temps réel.

Tableau 2 : Conflits d'agence et mécanismes d'atténuation via la monnaie électronique

Type de conflit	Description	Mécanisme d'atténuation via la monnaie électronique
Manque de transparence	Difficulté pour les investisseurs de suivre les transactions numériques	Traçabilité automatique des flux
Risques de fraude	Possibilité d'informations financières erronées	Piste d'audit électronique irréfutable
Asymétries d'information	Les dirigeants détiennent plus d'informations que les actionnaires	Reporting en temps réel accessible aux parties prenantes

Source : Adapté de Jensen & Meckling (1976) et Zhang et al. (2022)

2.2. Théorie institutionnelle et pressions normatives

La théorie institutionnelle, telle que conceptualisée par DiMaggio et Powell (1983), éclaire les mécanismes par lesquels les entreprises s'adaptent aux pressions réglementaires, normatives et culturelles de leur environnement. Dans le secteur financier africain, cette théorie est particulièrement pertinente pour comprendre le paradoxe SYSCOHADA-IFRS : le cadre institutionnel local peut devenir inadapté face aux transformations technologiques, créant une tension entre isomorphisme institutionnel (conformité aux normes locales) et isomorphisme mimétique (adoption des meilleures pratiques internationales). Scott (2014) souligne que ces changements institutionnels influencent non seulement les pratiques comptables, mais aussi la manière dont les entreprises interagissent avec leurs parties prenantes. Pache et Santos (2020) confirment que les entreprises du secteur financier adoptent souvent les innovations technologiques en réponse à ces pressions institutionnelles complexes.

2.3. Théorie de la diffusion de l'innovation

La théorie de la diffusion de l'innovation, formulée par Rogers (2003), est incontournable pour comprendre comment les nouvelles technologies, y compris les instruments de monnaie électronique, s'intègrent progressivement dans les organisations. Damsgaard et Lyytinen (2001) soulignent que les entreprises doivent créer un environnement propice à l'adoption des innovations, ce qui implique la formation des équipes comptables et l'adaptation des systèmes d'information existants. Venkatesh et al. (2022) enrichissent cette perspective en montrant que l'utilité perçue et la facilité d'utilisation sont des déterminants clés de l'adoption technologique.

Tableau 3 : Facteurs d'adoption de la monnaie électronique selon Rogers (2003)

Facteur d'adoption	Description	Implication pour la monnaie électronique
Utilité perçue	Avantages tangibles de l'utilisation de la technologie	Réduction des coûts de transaction et des risques de fraude
Compatibilité	Capacité à s'intégrer aux systèmes existants	Nécessité d'adapter le SYSCOHADA et les logiciels comptables
Facilité d'utilisation	Degré de simplicité de la technologie	Formation des équipes comptables aux outils numériques

Source : Adapté de Rogers (2003) et Venkatesh et al. (2022)

2.4. Cadre des instruments financiers (IFRS 9) et comptabilité digitale

Les normes IFRS, et en particulier IFRS 9, appréhendent les instruments financiers comme des actifs devant être évalués à leur juste valeur, avec une attention particulière portée à la gestion des risques et à la transparence de l'information. L'application de ce cadre aux instruments de monnaie électronique soulève des défis spécifiques dans le contexte africain, notamment en raison de l'absence de marchés actifs pour certains instruments numériques locaux et de la volatilité des plateformes de mobile money (KPMG, 2022). Moreau et Dubois (2022, Revue Belge) examinent précisément ces défis, mettant en avant la nécessité d'une adaptation des normes comptables pour tenir compte des spécificités des actifs numériques, notamment en matière de volatilité et de gestion des risques.

Tableau 4 : Exigences IFRS 9 et défis dans le contexte OHADA

Exigence IFRS	Description	Défi dans le contexte OHADA
Évaluation à la juste valeur	Les instruments doivent être évalués à leur valeur marchande	Absence de marchés actifs pour certains instruments numériques locaux
Gestion des risques	Évaluation des risques associés aux fluctuations de valeur	Volatilité des plateformes de mobile money locales
Transparence	Publication d'informations claires et précises	Insuffisance des guides pratiques du SYSCOHADA

Source : Adapté de KPMG (2022) et Moreau & Dubois (2022)

2.5. Analyse critique du compte 55 du SYSCOHADA révisé

Le SYSCOHADA révisé (OHADA, 2017) a structuré le compte 55 en plusieurs sous-comptes pour permettre un suivi granulaire des opérations de monnaie électronique. Cette architecture, bien que novatrice dans le contexte africain, présente des limites conceptuelles importantes que notre étude s'attache à mettre en évidence.

Tableau 5 : Structure et limites du compte 55 du SYSCOHADA révisé

Sous-compte	Intitulé	Usage principal	Limite identifiée
551	Carte carburant	Suivi des dépenses de carburant et rapprochement avec les factures	Risque de confusion avec les avances sur frais
552	Mobile Money	Portefeuilles électroniques (Airtel Money, M-Pesa, Orange Money)	Qualification ambiguë : trésorerie ou créance ?
553	Carte péage	Suivi des frais de déplacement routier	Faible utilisation en pratique
554	Porte-monnaie électronique	Instruments internes polyvalents	Absence de règles d'évaluation précises
558	Autres instruments	Supports atypiques non classifiés ailleurs	Risque de fourre-tout comptable

Source : OHADA (2017) ; Auteur, 2025

2.6. Gap de recherche et positionnement dans la littérature

La revue de la littérature révèle un gap significatif : si la comptabilité des fintechs et l'audit digital ont été abordés dans les économies avancées, peu de travaux se sont penchés sur les spécificités des cadres normatifs africains face à la dématérialisation des flux financiers. Les synthèses comparatives et méta-analyses sur ce sujet restent rares dans les revues spécialisées francophones. C'est précisément dans cet espace que s'inscrit la contribution originale de cette étude, en proposant un modèle conceptuel intégré validé empiriquement dans le contexte congolais.

3. Matériel et méthodes

3.1. Positionnement épistémologique

Cette recherche s'inscrit dans un paradigme pragmatiste, combinant les apports du positivisme modéré et de l'interprétativisme. Le positivisme modéré (Popper, 1959) postule l'existence d'une réalité observable et mesurable, accessible par des méthodes rigoureuses et vérifiables. L'interprétativisme (Geertz, 1973) reconnaît que la réalité sociale est construite par les acteurs eux-mêmes et que sa compréhension nécessite une immersion dans leur contexte. Le pragmatisme (Creswell & Plano Clark, 2018) articule ces deux postures en privilégiant la complémentarité méthodologique.

3.2. Approche méthodologique mixte

L'étude adopte une approche mixte séquentielle explicative, articulant quatre démarches complémentaires :

Tableau 6 : Approche méthodologique mixte

Approche	Objectif	Ancrage épistémologique
Qualitative exploratoire	Comprendre les pratiques réelles et identifier les contraintes normatives	Interprétativisme
Quantitative confirmatoire	Tester les hypothèses et mesurer les relations entre variables	Positivisme modéré
Analytique critique	Analyser les mécanismes comptables du SYSCOHADA révisé	Critique analytique
Normative comparative	Comparer SYSCOHADA et IFRS sur les instruments numériques	Pragmatisme

Source : Adapté de Creswell & Plano Clark (2018)

3.3. Échantillonnage et collecte des données

L'étude a été conduite en République Démocratique du Congo, principalement dans les villes de Kolwezi, Likasi et Lubumbashi (La province du grand Katanga), auprès d'entreprises formellement enregistrées et utilisant régulièrement des services de monnaie électronique. La taille de l'échantillon a été déterminée par la formule de Yamane (1967) : $n = N / (1 + N \times e^2)$, avec $N = 240$ entreprises et $e = 5\%$, ce qui donne $n = 150$ entreprises. Il convient toutefois de préciser que l'échantillonnage est non probabiliste (de convenance), ce qui constitue une limite quant à la généralisation stricte des résultats et introduit un potentiel biais de sélection. Un questionnaire standardisé structuré en six sections a été administré, complété par des entretiens semi-directifs.

Tableau 7 : Structure du questionnaire

Section	Contenu
Section A	Profil du répondant et de l'entreprise
Section B	Utilisation des instruments de monnaie électronique
Section C	Digitalisation des systèmes comptables
Section D	Application du SYSCOHADA révisé
Section E	Perception de la transparence et de la fiabilité financière
Section F	Convergence avec les normes IFRS

Source : Auteur, 2025

3.4. Outils d'analyse et limites méthodologiques

Les données quantitatives ont été analysées à l'aide de statistiques descriptives, d'une matrice de corrélation et d'une régression multiple. La fiabilité des échelles a été vérifiée par l'Alpha de Cronbach (seuil > 0,7). Cependant, nous reconnaissons plusieurs limites méthodologiques importantes : l'absence de tests formels de validité convergente et discriminante (KMO, AVE, indices de Fornell-Larcker) ; l'absence de tests de robustesse (multicolinéarité via VIF, normalité des résidus, hétéroscédasticité) ; et le risque de biais de causalité inhérent à l'utilisation de variables perceptuelles (Likert) pour établir des relations causales. Ces limites invitent à interpréter les résultats comme des associations statistiques significatives plutôt que comme des relations causales établies.

4. Analyse des résultats

4.1. Caractéristiques sociodémographiques des répondants

L'analyse des caractéristiques des répondants révèle un profil dominé par des professionnels expérimentés du chiffre. Les comptables représentent 52 % de l'échantillon, suivis des directeurs financiers (20 %) et des auditeurs (18 %). En termes d'ancienneté, 80 % des répondants justifient de plus de trois ans d'expérience professionnelle, ce qui renforce la crédibilité des données collectées. Les PME constituent la majorité de l'échantillon (65 %), reflétant fidèlement la structure du tissu économique congolais.

Tableau 8 : Caractéristiques sociodémographiques des répondants

Variabes	Modalités	Effectif (n)	Pourcentage (%)
Fonction	Comptable	78	52 %
	Auditeur	27	18 %
	Directeur financier (DAF)	30	20 %
	Autres	15	10 %
Expérience professionnelle	Moins de 3 ans	30	20 %
	3–5 ans	45	30 %
	6–10 ans	42	28 %
	Plus de 10 ans	33	22 %

Taille de l'entreprise	PME	98	65 %
	Grandes entreprises	52	35 %
Total		150	100 %

Source : Auteur, 2025

4.2. Statistiques descriptives des variables de l'étude

L'analyse descriptive met en évidence plusieurs tendances structurantes. La monnaie électronique est massivement adoptée, avec des moyennes supérieures à 4 sur 5 pour l'ensemble des indicateurs. La digitalisation est modérément avancée (scores entre 3,75 et 3,95), limitée par des contraintes technologiques et organisationnelles. L'application du compte 55 reste perfectible (moyenne = 4,05, mais difficultés à 3,85), indiquant des lacunes probablement liées à un manque de formation ou de directives précises. Les indicateurs de transparence atteignent jusqu'à 4,40, suggérant que la monnaie électronique améliore effectivement la traçabilité des opérations.

Tableau 9 : Statistiques descriptives des variables de l'étude

Variables	Indicateurs	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Monnaie électronique	Utilisation régulière	4,32	0,68	2	5
	Remplacement du cash	4,10	0,75	2	5
	Paiement fournisseurs	4,25	0,70	2	5
	Encaissement clients	4,18	0,72	2	5
Digitalisation	Systèmes digitalisés	3,95	0,80	1	5
	Automatisation	3,80	0,85	1	5
	Investissement numérique	3,75	0,90	1	5
Compte 55 (SYSCOHADA)	Utilisation du compte 55	4,05	0,78	2	5
	Application correcte	3,70	0,88	1	5
	Difficultés rencontrées	3,85	0,82	1	5
Transparence financière	Traçabilité	4,40	0,65	2	5
	Transparence des opérations	4,25	0,70	2	5
	Clarté des états financiers	4,10	0,75	2	5
	Fiabilité des états financiers	4,00	0,78	2	5
	Réduction des erreurs	3,85	0,82	1	5
	Cohérence	4,05	0,76	2	5

Contrôle interne	Suivi des transactions	4,30	0,68	2	5
	Réduction des fraudes	4,10	0,72	2	5
	Procédures de contrôle	4,05	0,74	2	5
Cadre normatif	Insuffisance SYSCOHADA	3,90	0,85	1	5
	Harmonisation IFRS nécessaire	4,35	0,67	2	5

Source : Auteur, 2025 (n = 150)

4.3. Matrice de corrélation entre les variables

La matrice de corrélation révèle des associations statistiquement significatives entre les principales variables de l'étude. Ces résultats doivent être interprétés comme des associations et non comme des relations causales établies, compte tenu des limites méthodologiques précédemment mentionnées.

Tableau 10 : Matrice de corrélation entre les variables

Variables	ME	DIG	SYS	IFRS	TRANS	FIAB	CTRL
ME (Monnaie électronique)	1	0,52**	-0,28*	0,48**	0,65**	0,60**	0,62**
DIG (Digitalisation)	0,52**	1	-0,20*	0,40**	0,55**	0,50**	0,53**
SYS (SYSCOHADA)	-0,28*	-0,20*	1	-0,35**	-0,30**	-0,25*	-0,27*
IFRS (Convergence IFRS)	0,48**	0,40**	-0,35**	1	0,58**	0,55**	0,50**
TRANS (Transparence)	0,65**	0,55**	-0,30**	0,58**	1	0,70**	0,68**
FIAB (Fiabilité)	0,60**	0,50**	-0,25*	0,55**	0,70**	1	0,66**
CTRL (Contrôle interne)	0,62**	0,53**	-0,27*	0,50**	0,68**	0,66**	1

Source : Auteur, 2025 — * $p < 0,05$; ** $p < 0,01$

Les corrélations les plus fortes s'observent entre la monnaie électronique et la transparence ($r = 0,65$), la fiabilité ($r = 0,60$) et le contrôle interne ($r = 0,62$). La digitalisation agit comme facteur facilitateur (r avec transparence = $0,55$). Le SYSCOHADA présente des corrélations négatives avec la transparence ($r = -0,30$) et la fiabilité ($r = -0,25$), reflétant les limites perçues du cadre normatif actuel. La forte corrélation entre transparence et fiabilité ($r = 0,70$) confirme que la transparence est un déterminant clé de la fiabilité. Il convient de noter que ces corrélations, bien que significatives, ne permettent pas d'établir des relations causales directes.

4.4. Régression multiple sur la qualité de l'information financière

Le modèle de régression multiple a été estimé avec la qualité de l'information financière (QIF) comme variable dépendante. Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 11 : Régression multiple — Variable dépendante : Qualité de l'information financière (QIF)

Variabes explicatives	Coefficient (B)	Erreur standard	β standardisé	t de Student	p-value	Décision
Constante	0,842	0,311	—	2,707	0,008	Significative
Monnaie électronique (ME)	0,438	0,079	0,452	5,544	0,000	Significative
Digitalisation (DIG)	0,271	0,094	0,287	2,883	0,005	Significative
SYSCOHADA (SYS)	-0,196	0,081	-0,214	-2,420	0,017	Significative
Convergence IFRS (IFRS)	0,333	0,087	0,348	3,828	0,000	Significative

Source : Auteur, 2025 (n = 150)

Tableau 12 : Indicateurs globaux du modèle de régression

Indicateur global	Valeur
R	0,787
R ²	0,620
R ² ajusté	0,609
F de Fisher	58,964
Significativité globale	p < 0,001

Source : Auteur, 2025

Le modèle estimé s'écrit : $QIF = 0,842 + 0,438(ME) + 0,271(DIG) - 0,196(SYS) + 0,333(IFRS) + \varepsilon$. Le coefficient de détermination $R^2 = 0,620$ indique que 62,0 % de la variation de la qualité de l'information financière est expliquée par les variables introduites dans le modèle. La monnaie électronique constitue la variable explicative la plus influente ($\beta = 0,452$), suivie par la convergence IFRS ($\beta = 0,348$) et la digitalisation ($\beta = 0,287$). Les insuffisances du SYSCOHADA exercent un effet négatif significatif ($\beta = -0,214$).

4.5. Synthèse des hypothèses de recherche

Tableau 13 : Synthèse des hypothèses de recherche

N°	Hypothèse	Résultat statistique	Décision	Interprétation nuancée
H1	ME améliore la qualité de l'information financière	$\beta = 0,452$; $p < 0,001$	Validée	Effet positif fort — à interpréter avec prudence (biais perceptuel possible)
H2	La digitalisation influence positivement la QIF	$\beta = 0,287$; $p = 0,005$	Validée	Effet positif modéré — conditionné par la maturité organisationnelle
H3	Les insuffisances du SYSCOHADA limitent la QIF	$\beta = -0,214$; $p = 0,017$	Validée	Effet négatif significatif — reflet d'une perception, pas d'une mesure objective
H4	La convergence IFRS améliore le reporting financier	$\beta = 0,348$; $p < 0,001$	Validée	Effet positif important — mais convergence à adapter au contexte des PME

Source : Auteur, 2025

4.6. Comptabilisation pratique : schémas d'écritures courantes

Pour illustrer concrètement l'application du compte 55, nous présentons les principales écritures comptables liées aux opérations de monnaie électronique selon le SYSCOHADA révisé.

Tableau 14 : Schémas d'écritures comptables — Compte 55 (SYSCOHADA révisé)

Opération	Compte Débit	Compte Crédit	Libellé
Approvisionnement du portefeuille Mobile Money	552 – Mobile Money	521 – Banques locales	Transfert de fonds vers le compte Airtel Money / M-Pesa
Règlement fournisseur via Mobile Money	401 – Fournisseurs	552 – Mobile Money	Paieement facture d'achat
Frais de transfert opérateur	627 – Services bancaires	552 – Mobile Money	Commission prélevée par l'opérateur
Encaissement créance client	552 – Mobile Money	411 – Clients	Réception paiement sur Merchant ID
Paieement salaires via Mobile Money	421 – Rémunérations dues	552 – Mobile Money	Salaires personnel non bancarisé
Paieement impôts et taxes	44 – État et collectivités	552 – Mobile Money	Règlement fiscal via mobile money
Perte / fraude avérée	831 – Charges HAO	552 – Mobile Money	Vol ou détournement constaté

Fonds bloqués (bug technique)	672 – Pertes sur créances	552 – Mobile Money	Fonds perdus suite à incident plateforme
-------------------------------	---------------------------	--------------------	--

Source : OHADA (2017) ; Auteur, 2025

4.7. Modèle de réconciliation mensuelle

Tout comme pour un compte bancaire classique, le solde du compte 55 dans la comptabilité de l'entreprise peut différer du solde affiché sur la plateforme de l'opérateur mobile. L'état de rapprochement est un outil de contrôle interne fondamental pour identifier et corriger ces écarts.

Tableau 15 : Exemple de réconciliation mensuelle — Compte 552 (Mars 2025)

Éléments	Montant (USD)
Solde comptable (Compte 552) au 31/03	1 500
Solde relevé opérateur (M-Pesa) au 31/03	1 460
Écart brut	40
Frais de tenue de compte non comptabilisés	-15
Paieement fournisseur du 31/03 non transmis à la comptabilité	-25
Solde comptable ajusté après régularisation	1 460

Source : Auteur, 2025

5. Discussion critique des résultats

5.1. Une lecture nuancée au-delà de la validation statistique

La validation statistique de l'ensemble des quatre hypothèses constitue un résultat qui mérite d'être interrogé avec rigueur scientifique. Si ces résultats témoignent d'une cohérence interne du modèle, ils soulèvent également une question légitime : reflètent-ils une réalité empirique robuste, ou sont-ils le produit d'un biais de confirmation et de désirabilité sociale ? Les répondants, majoritairement des professionnels du chiffre familiers de ces outils, ont pu avoir tendance à en surestimer les bénéfices et à confirmer les attentes implicites de la recherche. Par ailleurs, l'absence de variables de contrôle — culture organisationnelle, secteur d'activité, qualité des infrastructures locales — constitue une limite importante qui invite à la prudence dans l'interprétation des coefficients. Les effets indirects, notamment l'effet médiateur potentiel de la digitalisation dans la relation entre monnaie électronique et qualité de l'information financière, n'ont pas été testés formellement et représentent une piste d'approfondissement pour les recherches futures.

5.2. Le paradoxe normatif : entre inertie institutionnelle et convergence internationale

L'effet négatif perçu du SYSCOHADA ($\beta = -0,214$) face à l'effet positif de la convergence IFRS ($\beta = 0,348$) illustre avec acuité le paradoxe central de notre problématique. Le cadre institutionnel local agit comme un frein en raison de son manque d'agilité face aux innovations, confirmant les postulats de la théorie institutionnelle sur l'isomorphisme et

l'inertie réglementaire (DiMaggio & Powell, 1983). Toutefois, il convient de nuancer fortement ce constat : l'adoption aveugle des IFRS dans un contexte de PME africaines pourrait engendrer des coûts de conformité disproportionnés, un effet inattendu que notre modèle quantitatif ne capture pas pleinement. Kammoun et Baccouche (2019) soulignent d'ailleurs que l'adoption des IFRS dans les pays en développement peut avoir des effets ambivalents sur la qualité comptable, selon le niveau de développement des marchés financiers locaux. Moreau et Dubois (2022, Revue Belge) confirment que l'application des IFRS aux instruments numériques pose des défis complexes d'évaluation à la juste valeur qui ne peuvent être résolus par une simple transposition normative.

5.3. La digitalisation comme condition facilitatrice, non comme solution universelle

Les résultats montrent que la digitalisation influence positivement la qualité de l'information financière ($\beta = 0,287$), ce qui est cohérent avec la théorie de la diffusion de l'innovation (Rogers, 2003) et les travaux de Vial (2019) sur la transformation digitale. Cependant, une analyse plus approfondie révèle que la digitalisation ne produit ses effets bénéfiques que dans un environnement organisationnel suffisamment mature et doté d'infrastructures adéquates. Dans le contexte des PME congolaises, caractérisées par des ressources limitées et une connectivité parfois défaillante, cet effet pourrait être surestimé par notre modèle. La dématérialisation crée également de nouvelles formes de risques — cybersécurité, dépendance aux opérateurs de téléphonie — que le cadre comptable actuel ne prend pas encore en compte.

Tableau 16 : Comparaison SYSCOHADA révisé vs IFRS sur la monnaie électronique

Dimension	SYSCOHADA révisé	IFRS (IFRS 9 / IAS 7)
Approche générale	Simplicité et pragmatisme — compte 55 structuré	Évaluation à la juste valeur, complexité accrue
Enregistrement	Valeur nominale	Tests de dépréciation réguliers requis
Qualification	Ambiguïté (trésorerie, actif financier ou créance ?)	Classification précise selon le modèle économique
Gestion des pertes	Cadre flou, pratiques hétérogènes	Transparence totale sur les pertes de valeur imposée
Information financière	Exigences limitées	Communication détaillée sur les risques financiers
Adaptation aux PME	Bien adaptée aux réalités africaines	Coûts de conformité potentiellement élevés

Source : OHADA (2017) ; IASB (2018) ; Auteur, 2025

6. Conclusion générale et recommandations

6.1. Conclusion générale

Cette recherche avait pour ambition d'analyser la comptabilisation des instruments de monnaie électronique dans les entreprises de l'espace OHADA, en s'appuyant sur une lecture

critique du compte 55 du SYSCOHADA révisé. Les résultats empiriques confirment que la monnaie électronique constitue un levier réel de modernisation comptable, améliorant la transparence, la fiabilité des états financiers et l'efficacité du contrôle interne. Cependant, cette transformation reste conditionnée par plusieurs facteurs clés : le niveau de digitalisation des systèmes comptables, la qualité des infrastructures technologiques, et surtout l'adéquation du cadre normatif.

Le paradoxe central que nous avons identifié : entre l'innovation technologique rapide et la rigidité normative du SYSCOHADA demeure entier. Si une convergence progressive vers les normes IFRS apparaît souhaitable pour améliorer la comparabilité et la transparence, elle doit impérativement être conduite avec discernement, en tenant compte des capacités réelles des PME africaines et des spécificités du contexte économique local. Cette étude, malgré ses limites méthodologiques reconnues, apporte un éclairage empirique original sur une réalité africaine en pleine mutation et ouvre des perspectives de recherche prometteuses.

6.2. Recommandations finales

Tableau 17 : Recommandations finales par destinataire

Destinataire	Recommandation	Priorité
Institutions OHADA	Réviser le SYSCOHADA pour y intégrer des règles précises sur la reconnaissance, l'évaluation et la présentation de la monnaie électronique (compte 55)	Haute
Institutions OHADA	Engager une convergence progressive et adaptée avec IFRS 9 et IAS 7, en préservant la simplicité pour les PME	Haute
Institutions OHADA	Élaborer des guides pratiques et des formations certifiantes sur la comptabilité de la monnaie électronique	Moyenne
Entreprises	Investir dans des logiciels comptables intégrant l'automatisation des rapprochements de comptes 55	Haute
Entreprises	Renforcer les dispositifs de contrôle interne en exploitant la traçabilité numérique	Haute
Entreprises	Mettre en place des procédures formelles de réconciliation mensuelle du compte 55	Moyenne
Pouvoirs publics	Investir dans les infrastructures numériques (connectivité, cybersécurité) comme condition préalable à la digitalisation comptable	Haute

Chercheurs	Conduire des études comparatives multi-pays dans l'espace OHADA avec des designs longitudinaux et des variables de contrôle	Moyenne
------------	---	---------

Source : Auteur, 2025

ANNEXE : Données sur le Mobile Money en Afrique

Tableau 18 : Évolution du Mobile Money en Afrique (2007–2024)

Année	Indicateur	Chiffres	Source
2007	Lancement du mobile money	M-Pesa lancé au Kenya	Safaricom / GSMA
2020	Comptes enregistrés	562 millions	GSMA – SOTI Report
2021	Comptes enregistrés	621 millions	GSMA
2022	Comptes enregistrés	781 millions	GSMA
2023	Comptes enregistrés	856 millions	GSMA
2023	Comptes actifs mensuels	237 millions	GSMA
2023	Nombre de transactions	62 milliards	GSMA
2023	Valeur des transactions	≈ 919 milliards USD	GSMA / Agence Ecofin
2024	Comptes enregistrés	≈ 1,1 milliard	GSMA – SOTI 2025
2024	Valeur des transactions	1 105 milliards USD	GSMA / Ecofin
2024	Part de l'Afrique (valeur mondiale)	65 %	GSMA
2023	Contribution au PIB Afrique subsaharienne	≈ 190 milliards USD	GSMA / MFW4A

Source : GSMA (2024)

BIBLIOGRAPHIE

- Barth, M. E., Landsman, W. R., & Lang, M. H. (2008). International accounting standards and accounting quality. *Journal of Accounting Research*, 46(3), 467–498.
- Biondi, Y. (2018). Accounting, finance, and governance: The accounting foundation of corporate governance. *Accounting, Economics, and Law*, 8(3), 1–30.
- Bushman, R. M., Piotroski, J. D., & Smith, A. J. (2004). What determines corporate transparency? *Journal of Accounting Research*, 42(2), 207–252.
- COSO. (2013). *Internal Control – Integrated Framework*. Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission.
- Creswell, J. W., & Plano Clark, V. L. (2018). *Designing and Conducting Mixed Methods Research* (3rd ed.). SAGE Publications.
- Damsgaard, J., & Lyytinen, K. (2001). The influence of information technology on the adoption of innovations: A longitudinal study. *Journal of the Association for Information Systems*, 2(1), 1–40.
- Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L. F., & Panos, G. A. (2022). *Financial inclusion: A global perspective*. World Bank Group.
- DiMaggio, P. J., & Powell, W. W. (1983). The iron cage revisited: Institutional isomorphism and collective rationality. *American Sociological Review*, 48(2), 147–160.
- Dounia, G. A. G. A., KAIZAR, C., AGOUDAL, A., BENARBI, H., & HILMI, Y. (2025). Transformation digitale et mutation du métier de contrôleur de gestion: revue de littérature et perspectives. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 6(3).
- Dupont, C., & Martin, J. (2021). How fintechs transform traditional accounting practices. *Revue CCA*.
- ESSAHLI, F. E., & HILMI, Y. (2026). Digitalisation et transformation du contrôle de gestion: vers un rôle de business partner. *Agence Francophone*, 689-706.
- Freeman, R. E. (1984). *Strategic Management: A Stakeholder Approach*. Pitman Publishing.
- Freeman, R. E., Harrison, J. S., & Wicks, A. C. (2023). *Stakeholder Theory: The State of the Art*. Cambridge University Press.
- García, A., López, J., & Ruiz, M. (2020). Digital governance and its impact on financial transparency. *Journal of Business Research*, 121, 232–241.
- Geertz, C. (1973). *The interpretation of cultures: Selected essays*. Basic Books.
- GSMA. (2023). *State of the Industry Report on Mobile Money 2023*. GSM Association.
- GSMA. (2024). *Mobile Money: The Impact of Digital Finance in Africa*. GSMA.
- Harrison, J. S., & Wicks, A. C. (2013). Stakeholder theory, value, and firm performance. *Business Ethics Quarterly*, 23(1), 97–124.

- IASB. (2018). International Financial Reporting Standards (IFRS 9: Financial Instruments). International Accounting Standards Board.
- IFRS Foundation. (2023). International Financial Reporting Standards. Disponible sur : <https://www.ifrs.org>
- Jack, W., & Suri, T. (2014). Risk sharing and transactions costs: Evidence from Kenya's mobile money revolution. *American Economic Review*, 104(1), 183–223.
- Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305–360.
- Hilmi, Y., & Fatine, F. E. (2022). Transformation digitale des cabinets d'audit par les réseaux sociaux: Cas de KPMG. *International Journal of Economics and Management Sciences*, 1(1).
- HILMI, Y., & KAIZAR, C. (2023). Le contrôle de gestion à l'ère des nouvelles technologies et de la transformation digitale. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 4(4).
- Hilmi, Y. (2023). *Comptabilité générale: Exercices corrigés avec rappels de cours*. Agence Francophone.
- HILMI, Y., ZOUINE, A., & FATINE, F. E. (2020). La mise en place d'un manuel de procédure d'application des IAS/IFRS, comme outil du contrôle interne. *International Journal of Management Sciences*, 3(2).
- Kammoun, N., & Baccouche, C. (2019). The impact of IFRS adoption on accounting quality in developing countries. *Journal of Accounting in Emerging Economies*, 9(2), 190–210.
- Khan, M., Younis, M., & Alhabshi, S. (2023). Digital governance and financial accountability: The role of real-time performance dashboards. *Asian Journal of Business and Accounting*, 16(1), 123–145.
- KPMG. (2022). *IFRS and Digital Assets: Challenges and Opportunities*. KPMG International.
- Moreau, K., & Dubois, J. (2022). Challenges of applying IFRS to electronic money instruments. *Revue Belge*.
- Ndjanyou, L. (2020). Adoption of IFRS in Africa: Issues and challenges. *African Accounting and Finance Journal*, 5(1), 45–62.
- OHADA. (2017). *Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière (SYSCOHADA révisé)*. Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires.
- Pache, A. C., & Santos, F. (2020). The transformation of the financial sector: Regulatory pressures and institutional change. *Journal of Business Ethics*, 162(1), 73–88.
- Popper, K. R. (1959). *The Logic of Scientific Discovery*. Hutchinson.

- Rogers, E. M. (2003). *Diffusion of Innovations* (5th ed.). Free Press.
- Scott, W. R. (2014). *Institutions and Organizations: Ideas, Interests, and Identities* (4th ed.). SAGE Publications.
- Tapscott, D., & Tapscott, A. (2016). *Blockchain Revolution: How the Technology Behind Bitcoin is Changing Money, Business, and the World*. Penguin.
- UNCTAD. (2021). *Digital Economy Report*. United Nations.
- Venkatesh, V., Thong, J. Y. L., & Xu, X. (2022). Unified theory of acceptance and use of technology: A synthesis and the road ahead. *Journal of the Association for Information Systems*, 17(5), 328–376.
- Vial, G. (2019). Understanding digital transformation: A review and research agenda. *The Journal of Strategic Information Systems*, 28(2), 118–144.
- World Bank. (2022). *Digital Financial Services*. World Bank Publications.
- Yamane, T. (1967). *Statistics: An Introductory Analysis* (2nd ed.). Harper and Row.
- Yassine, H. I. L. M. I., Zahra, H. A. J. R. I. O. U. I., & Hamza, E. K. (2024). Systematic review of IPSAS standards: The introduction of IPSAS in public establishments. *Edelweiss Applied Science and Technology*, 8(5), 292-306.
- Zhang, Y., Zhou, Z., & Li, J. (2022). Blockchain technology and accounting transparency: Evidence from China. *Journal of Accounting and Public Policy*, 41(2), 1–20.